

Il est important de réaliser que si le gouvernement peut montrer clairement qu'il entend modifier l'orientation de sa politique, il pourra regagner la confiance des investisseurs canadiens, que ce soit des particuliers ou des sociétés, et les amener à prendre de l'essor et à se lancer dans des activités créatrices d'emplois. Les modifications apportées depuis quelques semaines au Programme énergétique national et à l'Agence d'examen de l'investissement étranger ne sont que du rafistolage. Il faudrait déplacer les deux ministres intéressés. Les deux responsables sont maintenant trop identifiés à deux erreurs du gouvernement, soit le nationalisme excessif et une intervention gouvernementale exagérée. Tous deux devraient démissionner ou le premier ministre devrait les remplacer.

Des voix: Bravo!

M. Wilson: Le parti conservateur remplacerait les programmes de subventions directes par des réductions d'impôt, qu'il s'agisse de réductions générales ou de stimulants semblables à ceux que l'on a supprimés dans le budget de novembre dernier. Ce serait une façon d'encourager les investissements productifs dans la recherche et le développement, la formation professionnelle et les exportations. La réduction d'impôt est moins arbitraire et elle ne requiert pas de décisions bureaucratiques ni beaucoup d'administration. Il suffit à chacun de décider s'il veut profiter d'un programme en particulier. Il ne lui est pas nécessaire de se présenter à Ottawa pour quémander au ministre ou à un de ses collaborateurs le privilège de participer à tel ou tel programme. Hier soir, on nous a affirmé que l'une des faiblesses du programme devant favoriser les petites entreprises, était que celles-ci n'avaient pas le temps de s'en prévaloir. C'est qu'elles doivent passer tout leur temps à essayer de se débêtrer dans les tracasseries administratives.

Il ne faut pas oublier aussi que la stimulation de la recherche et du développement, la promotion des exportations et la formation professionnelle, auraient des bienfaits immenses et pour le gouvernement et pour l'ensemble de la population. En perfectionnant nos produits, nous améliorons par le fait même notre position concurrentielle, nous réduisons l'inflation et donnons aux Canadiens les moyens de saisir les occasions qui se présentent en cultivant chez eux l'audace nécessaire.

Le moment est venu d'une réorientation fondamentale de la politique du gouvernement. Il faut assouplir les règlements et les contrôles gouvernementaux, ce qui devrait permettre de diminuer les impôts. Il faudrait aussi tenter de rationaliser et d'améliorer la gestion des activités gouvernementales. Il faut réduire les subventions accordées directement par le gouvernement. Il faudrait les remplacer par des stimulants fiscaux qui favoriseraient des investissements créateurs d'emplois.

Je suis convaincu que cette formule permettra de renforcer l'économie, d'accroître les recettes gouvernementales, de réduire le chômage et d'abaisser les taux d'intérêt. C'est le moment d'agir. Les Canadiens ont vu le gouvernement multiplier les erreurs et ne lui font plus du tout confiance pas plus qu'au ministre. Ils en ont assez de la malhonnêteté du gouvernement et de la façon dont il formule son budget et ses autres politiques. Ils sont prêts à faire confiance au parti progressiste conservateur du Canada et à se débarrasser de la clique libérale-néo-démocrate qui détient le pouvoir depuis deux ans et demi.

Des voix: Oh, oh!

Le budget—M. Riis

M. Wilson: L'orientation de notre parti repose sur l'énergie, l'initiative et la motivation des Canadiens. Elle ne repose pas sur la bienveillance et le paternalisme de l'État. Voilà vers quoi nous devons tendre.

C'est pourquoi je propose, appuyé par le chef de l'opposition (M. Clark):

Qu'on modifie la motion en retranchant tous les mots suivant le mot «que» et en les remplaçant par ce qui suit:

«à cause de la non-confiance généralisée à l'égard de la gestion de l'économie canadienne, aggravée par un déficit budgétaire incroyablement de \$19.6 milliards et par une augmentation totalement irréaliste et intolérable de 20 p. 100 des dépenses gouvernementales à une époque où le gouvernement réclame un plafond de 6 p. 100, situation qui écrase les retraités, les mères et les chômeurs et qui perpétue les taux élevés d'inflation et d'intérêt, la Chambre est d'avis que le seul moyen efficace de rétablir la confiance dans l'économie et de permettre aux Canadiens d'avoir espoir dans l'avenir est la démission immédiate du gouvernement.»

Des voix: Bravo!

● (1550)

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur l'Orateur, au moment où nous entamons le débat sur le budget, on peut entendre en prêtant bien l'oreille un fantôme parcourir les couloirs. C'est celui de R. B. Bennett. Il y a 50 ans, il avait trouvé la solution aux difficultés économiques du pays: augmenter les impôts. Nous savons ce que cela a donné.

J'imagine que, du train dont vont les choses, dans quelques années nous aurons la charrette à MacEachen pour tout moyen de transport. Faut-il rappeler aux ministériels que toutes les révoltes de l'histoire sont nées de la crainte populaire des impôts et des augmentations d'impôt. Le premier budget du ministre a raté le but, monsieur l'Orateur; à son deuxième, il s'est élané et il a raté. Comme il a raté une troisième fois, il est retiré.

Hier, monsieur l'Orateur, le dollar a clôturé à 77.70c. Ce matin, il est tombé au-dessous de 77c., à une heure il se vendait 77.13c. américains. En d'autres termes, la réaction du marché des changes au budget d'hier soir indique une baisse de confiance des investisseurs à l'endroit du pays.

À deux heures aujourd'hui, l'indice des valeurs de la bourse de Toronto était tombé de 40.78 points, soit une chute de près de 3 p. 100. Le secteur le plus touché était celui de l'immobilier et les titres de diverses sociétés de construction ont baissé de 219 points, soit près de 7 p. 100. Au deuxième rang des pertes venaient les sociétés pétrolières et gazières, et les services publics au troisième rang. En d'autres termes, les indicateurs économiques les plus sensibles à l'opinion des investisseurs montraient qu'ils n'avaient rien trouvé d'encourageant.

Ce budget est celui de la trahison. Hier soir, il n'y avait jamais eu, j'imagine, autant de Canadiens ravis, chez eux ou au bureau, à leur poste de radio ou de télévision dans l'attente d'une bonne nouvelle, dans l'attente d'un rayon d'espoir et d'une nouvelle orientation. Malheureusement, monsieur l'Orateur, le gouvernement les a trahis. Au lieu de politique et d'orientation nouvelles, ce sont des augmentations d'impôts qu'ils ont reçues. On va demander aux personnes âgées de toucher moins que ce qu'elles auraient normalement reçu l'an prochain. Les familles monoparentales vont recevoir moins en allocations familiales que ce sur quoi elles comptaient. On demande aux travailleurs canadiens de faire les frais de la mauvaise gestion de l'économie par le gouvernement libéral ces dernières années.